



Lettre ouverte du 16 janvier 2020

Monsieur le Directeur Régional,

Vous avez convoqué le Comité Technique Local le 7 janvier 2020, puis, le 16 janvier 2020 en deuxième convocation, avec à l'ordre du jour les suppressions d'emplois à venir dans le département.

Dans cette période de mobilisation des agents, CONTRE le projet de réforme des retraites à points, qui ne ferait que baisser le montant des retraites avec un allongement des carrières, CONTRE le nouveau réseau de proximité, et en ce jour de mobilisation, les représentants FO-DGFIP 13 boycottent ce Comité Technique Local.

Quand allez-vous enfin entendre le mal-être des agents et agir en conséquence ?
Comment analyser ces 51 emplois à supprimer dans le département pour l'année 2020 dans un contexte social bien tendu à la DGFIP ?

Les agents des Finances Publiques sont très en colère.
Les journées de grève nationale depuis le 16 septembre, se sont multipliées à l'appel de l'intersyndicale, et ont été particulièrement bien suivies dans les Bouches du Rhône, le taux de grève du 9 janvier a encore été très significatif.

La mobilisation a été beaucoup plus forte au sein des services où les projets de « géographie revisitée » sont clairement définis mais partout, le message qui vous est envoyé est clair : les agents des finances publiques ne veulent pas de ce projet de nouveau réseau de proximité

La communication mensongère du Ministre, de la Direction Générale et des Directions locales sur « l'accès facilité au service public » à travers des Maisons ou Espaces France Service, véritable service public low-cost, ne prend pas.
Les élus locaux refusent la suppression du « comptable de proximité ».

Nous vous rappelons que FO-DGFIP est contre la remise en cause de la séparation ordonnateur-comptable.

Face à l'incohérence globale de l'ensemble des projets néfastes pour la Fonction Publique et la DGFIP, les collègues refusent la disparition de leur service, de leur résidence administrative et du Service public.

Les usagers aussi se mobilisent et disent non à la mise en place du « nouveau réseau de proximité » par le biais de pétitions signées devant les sites en action.

Ils disent NON à toutes les fermetures des trésoreries, des services et des centres des Finances Publiques et exigent le maintien des tous les services de proximité et de pleine compétence avec des agents de la DGFIP.

Malgré tous les moyens de communication utilisés par M Darmanin : déclarations dans la presse, lettre aux agents ; ceux utilisés par notre DGFIP, M Fournel, ou bien les vôtres, au travers de vos différentes tournées de sites depuis des mois, lors de vos rencontres avec les élus, vos vœux de « très très bonne année 2020 » avec son cortège de jolies phrases, les différents publics concernés ne se laissent pas endormir par ces discours soit disant rassurants, qui voudraient leur faire croire que tout se passera bien.

Réduction du nombre de fonctionnaires des Finances Publiques, démantèlement du réseau de la DGFIP, menaces d'externalisation des missions, dématérialisation et simplifications à outrance, fin de la déclaration des revenus après la réforme de la TH etc.. rien de ce qui se profile n'est vraiment rassurant !

FO DGFIP continuera à demander le retrait pur et simple du plan Darmanin, dans les Bouches du Rhône et partout en France.

Pour revenir sur l'ordre du jour de ce CTL, le projet de loi de Finances 2020 prévoit encore 1568 suppressions d'emplois dont **51 pour notre département**.

Les services sont déjà exsangues mais, selon les propos du Ministre de l'Action et des Comptes Publics "il faut se réjouir de la baisse significative des suppressions d'emplois".

"1500 ETP en 2020, -1800 en 2021 et -1600 en 2022. 4900 emplois en moins en seulement 3 ans". Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Nous ne saurons nous satisfaire de l'unique argument qu'il faut contribuer équitablement, contribuer encore et contribuer toujours.

Les services paient un lourd tribut depuis maintenant de trop nombreuses années et les efforts demandés ne sont plus acceptables.

Les élus **FO-DGFIP 13** exigent des emplois adaptés à la charge de travail pour que la DGFIP conserve toutes ses missions.

Nous ne maintiendrons pas un Service public de qualité en supprimant toutes les trésoreries locales et leur capacité de fonctionner.

Nous ne ferons pas un contrôle fiscal de qualité en éloignant les services de programmation des SIE qui les alimentent.

Nous ne ferons pas un recouvrement de qualité en ayant des projets d'agence départementale de recouvrement.

Nous ne ferons pas un travail d'assiette de qualité en démembrant de sa substance les missions tout en poursuivant les suppressions d'emplois.

Et dans la mesure où il est envisagé de payer ses impôts chez les buralistes, peut-être tiendrons-nous également les futures instances au café du coin !

En ce jour de grève et face au contexte social de mobilisation contre la réforme des retraites , face aux mépris affichés par le Ministre, et face à une Direction Générale sourde au dialogue social, nous ne pouvons siéger et vous envoyons cette lettre en espérant, puisque nous sommes à l'heure des vœux de début d'année, enfin une réelle prise en compte des conditions de travail des agents qui devrait passer également par une meilleure écoute des organisations syndicales sur le sujet.

La délégation FO-DGFIP 13 au CTL

Marie-Laure SOLANO et Xavier CHATELAIN

Section locale FO DGFIP des Bouches-du-Rhône
Tél : 04 91 17 92 04 / 05 Mail : fo.drifip13@dgfip.finances.gouv.fr